

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert

52 rue de la justice
51100 Reims

Références : D1 i 2023-794
Code AIOT : 0005701556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert implanté Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert
- Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51 370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe Charbonneaux-Brabant exploite un site de stockage et de conditionnement de produits chimiques au 34 rue Emile Druart sur la commune de Saint-Brice-Courcelles (51), dit site Colbert. Les produits chimiques ne sont pas fabriqués sur le site Colbert. Cet établissement est désormais classé SEVESO seuil haut depuis 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des accidents
- Organisation en situation d'urgence
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/23
2	Organisation en situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/23
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les nouvelles prescriptions réglementaires applicables à l'établissement avec un focus particulier sur celles relatives aux mesures de maîtrise des risques (MMR) ainsi que celles relatives au plan d'opération interne (POI) de l'établissement. Trois non-conformités ressortent des constats et nécessitent des actions de la part de l'exploitant sous un délai maîtrisé. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Des mesures de maîtrise des risques sont prescrites en annexe 1 du présent arrêté (Voir ANNEXE 1 – informations sensibles – non communicables).
Constats : Le contrôle par sondage de l'inspection a porté sur les mesures de maîtrise des risques (MMR) relatives au phénomène dangereux (PhD) concernant un mélange incompatible de produits chimiques (Min5) modélisé dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement. Ce contrôle a porté sur la partie javel. Les constats mettent en exergue une non-conformité réglementaire mineure détaillée dans la partie confidentielle de ce rapport. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il devra transmettre à l'inspection la note requise à l'annexe 1 de son arrêté préfectoral, démontrant que les MMR en place répondent aux caractéristiques d'une MMR de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 modifié avec les « fiches MMR » requises. L'exploitant transmettra ces éléments pour le 31 décembre 2023.

Observations :

Suite aux échanges le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 6 octobre 2023, une modification de la procédure « RECEPTION DE VRAC EN CITERNE ET CONDITIONNE & RECEPTION EMBALLAGES » et de la fiche de réception « Réception vrac citerne » associée, incluant la vérification de la capacité de la cuve à contenir la réception. En effet, le jour de la visite, l'exploitant avait indiqué que le dépotage n'était possible que si les cuves GD1 et GD2 étaient vides mais cela n'était pas formalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 31 décembre 2023

N° 2 : Organisation en situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le POI de l'établissement n'est pas à jour le jour de la visite. Il n'intègre pas l'intégralité des dernières prescriptions réglementaires applicables à l'établissement listées ci-dessus, ni les dernières modifications effectuées sur le site.

Par ailleurs, aucun exercice POI n'a encore été organisé cette année et qu'aucun n'est programmé à ce jour.

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il devra transmettre à l'inspection le POI à jour pour le 31 décembre 2023.
Observations : L'exploitant s'engage à réaliser son exercice POI d'ici la fin de l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 31 décembre 2023

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la mise en activité des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement, • la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : L'exploitant n'a pas constitué ses garanties financières le jour de la visite. Il a transmis par courriel en date du 9 octobre 2023, une attestation « Compte titres » qui ne correspond pas à l'acte de cautionnement requis dans l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivant du code de l'environnement. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il devra transmettre à l'inspection le document attestant de la constitution des garanties financières dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

Annexe confidentielle
Non communicable au public
Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 6.3.1

Information confidentielle :

Trois MMR sont retenues pour le phénomène Min5, à savoir : une de type technico-organisationnelle et deux techniques. Il n'y a pas eu de dépotage de produits chimiques en citerne le jour de l'inspection, cependant, la MMR B1 relative aux procédures en place, ainsi qu'à l'analyse laboratoire et au cadenassage des vannes de répartition des chargements dans les cuves de stockage, a été passée en revue et explicitée sur le terrain par l'exploitant. Les fiches d'identification du chargement ainsi que le suivi des échantillons au laboratoire ont été passés en revue également.

La MMR B2 relative au SAS de pré-mélange ainsi que la MMR B3 relative à la mesure de pH ont été testées en grandeur réelle avec une simulation de dépotage, une simulation de montée en pression et un pH en dehors des plages définies.

L'ensemble des chaînes de sécurité a fonctionné pour les 2 MMR. Le temps de réponse global des chaînes de sécurité correspond en réalité au temps de fermeture/ouverture des vannes de sécurité installées.

L'exploitant a présenté à l'inspection le jour de la visite les documents de suivi des MMR en place. Le document présenté s'intitule « Fiche de vie MMRI » et regroupe les 3 barrières listées ci-avant.

Ces fiches de vie **ne sont pas conformes** aux prescriptions réglementaires et nécessitent d'être améliorées afin d'intégrer tous les éléments requis dans l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral de l'établissement, à savoir :

- description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;
- type de mesure (technique, organisationnelle, active, passive) ;
- description des éléments de la chaîne de sécurité (détection, traitement, action) ;
- synoptique de la chaîne de sécurité ;
- cinétique de mise en œuvre / cinétique de l'événement à maîtriser ;
- tests, contrôles et inspections à mener sur les différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité ;

- niveau de confiance ;
- organisation en cas de défaillance de la mesure : arrêt / mesures compensatoires justifiées.

Pour chaque chaîne de sécurité, l'ensemble des sous-fonctions (détection – transmission – action) doit y figurer de manière claire et adaptée, **ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.**